

**COMITÉ CONSULTATIF
DE LA LÉGISLATION ET
DE LA RÉGLEMENTATION
FINANCIÈRES**

SECRETARIAT GENERAL

ORDRE DU JOUR INTERNET

**SÉANCE 163
8 octobre 2014**

1. Points d'ordre général

2. Textes présentés pour avis

2.1. Projets de règlement ou de directive communautaires et projets de loi

2.1.1) Néant

2.2. Autres projets de texte

2.2.1) Projet d'ordonnance portant adaptation de la législation au mécanisme de surveillance unique des établissements de crédit

2.2.2) Projet de décret portant extension de la réforme modifiant les règles d'investissement des entreprises d'assurance dans les prêts à l'économie ou les titres assimilés

2.2.3) Projet de décret pris pour l'application de l'article L. 511-45 du code monétaire et financier

2.2.4) Projet de décret rendant applicables dans le Pacifique diverses dispositions prises en application de la loi n° 2013-672 du 26 juillet 2013 de séparation et de régulation des activités bancaires et améliorant les conditions d'accès à la profession d'intermédiaire en opérations de banque et en services de paiement et de conseiller en investissements financiers

2.2.5) Projet de décret rendant applicables dans le Pacifique certaines dispositions relatives à l'exercice du droit au compte et à la dénomination des frais bancaires

2.2.6) Projet d'arrêté portant homologation de la charte d'inclusion bancaire et de prévention du surendettement

2.2.7) Projet d'arrêté relatif au contrôle interne des entreprises du secteur de la banque, des services de paiement et des services d'investissement soumises au contrôle de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution

2.2.8) Projet d'arrêté modifiant l'arrêté du 5 mai 2009 relatif à l'identification, la mesure, la gestion et le contrôle du risque de liquidité

2.2.9) Projet d'arrêté relatif au processus de surveillance prudentielle et d'évaluation des risques

2.2.10) Projet d'arrêté relatif aux coussins de fonds propres

2.2.11) Projet d'arrêté relatif à l'agrément des établissements de crédit, des sociétés de financement, des établissements de paiement et des établissements de monnaie électronique

2.2.12) Projet d'arrêté relatif à la surveillance prudentielle sur base consolidée

2.2.13) Projet d'arrêté relatif à la surveillance complémentaire des entités financières des conglomérats financiers